

Energy and Committing to Just Transition

Unifor 2018 Lobby Document



Unifor is Canada's largest union in the private sector, representing some 315,000 members in every economic region and in some of the most carbon-intensive industries, including energy, forestry and transportation, to name a few.

Unifor is also Canada's energy union, with nearly 12,000 members working primarily in oil and gas extraction, natural gas distribution and petroleum refineries. More than two-thirds of Canada's unionized energy workforce is covered by a Unifor collective agreement. Roughly one-half of the union's energy membership is situated in Alberta and Saskatchewan, with the remainder in Ontario, British Columbia, Quebec and Newfoundland. The majority of Unifor's energy membership is employed by four large firms: Suncor Energy, Enbridge, Consumers' Cooperative Refineries and SaskEnergy.

In 2016 Canada's energy industry generated \$230 billion in sales revenue, added \$115 billion to Canadian GDP and was among the nation's top export industries, racking up some \$75 billion in foreign sales. While the energy industry is absolutely vital to Canadian prosperity, it faces numerous social, political and technological challenges.

What's the issue?

The North American energy industry is currently in a holding pattern. The price of oil and natural gas have stabilized. Neither is anywhere near their recent boom-time high, but nor are they near their post-crash low. The shale revolution in the United States has flooded the North American market with cheap oil and gas. While the OPEC cartel has tried to curb production growth (with a view to elevated prices) the global market remains oversupplied, which means relatively low prices could be here to stay.

Apart from low prices, the single largest challenge facing the industry is adaptation to climate change. The international climate crisis has spawned a political commitment to decarbonisation. This includes measures such as carbon pricing, the legislative phase-out of carbon intensive energy sources and a push to adopt low-carbon technologies, including electric vehicles. The climate crisis has also generated a shift in political and social consciousness, which has led to significant opposition to new mega energy developments (and associated energy infrastructure).

How can we solve this?

Unfortunately, efforts to decarbonise the Canadian economy have not yet been met with measures necessary to ease the burden of change on working people. Unifor believes that a precondition for successful energy development includes: **a commitment to domestic upgrading and refining; robust climate policies with aggressive (though practical) emissions reduction targets; consultation with, and the full economic cooperation of, Canada's First Nations peoples; and a suite of Just Transition measures.**



unifor.org

May 2018

Designed by:  JMD:CFU

Secteur de l'énergie et engagement à l'égard d'une transition équitable

Document d'information d'Unifor 2018



Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Il représente environ 315 000 membres dans l'ensemble des régions économiques et dans quelques-unes des industries qui génèrent le plus de dioxyde de carbone, dont les secteurs de l'énergie, de la foresterie et des transports.

Unifor est également le plus important syndicat dans le secteur canadien de l'énergie, comptant près de 12 000 membres qui travaillent surtout dans l'extraction de pétrole et de gaz, dans la distribution de gaz naturel et dans les raffineries de pétrole. Plus des deux tiers de la main-d'œuvre de l'énergie syndiquée du Canada sont couverts par une convention collective négociée par Unifor. Environ la moitié des membres du syndicat travaillant dans le secteur de l'énergie se trouvent en Alberta et en Saskatchewan; les autres vivent en Ontario, en Colombie-Britannique, au Québec et à Terre-Neuve. La majorité d'entre eux est employée par quatre grandes sociétés : Suncor Energy, Enbridge, Consumers' Cooperative Refineries et SaskEnergy.

En 2016, l'industrie énergétique du Canada a généré 230 milliards de dollars en chiffres d'affaires et contribué 115 milliards de dollars au PIB canadien, en plus de figurer parmi les plus importantes industries d'exportation, avec 75 milliards de dollars en ventes à l'étranger.

Bien que l'industrie énergétique soit absolument essentielle à la prospérité du pays, elle fait face à de nombreux défis sociaux, politiques et technologiques.

Quel est le problème?

L'industrie énergétique nord-américaine connaît actuellement une période de stagnation. Les prix du pétrole et du gaz naturel semblent s'être

stabilisés. Ces deux produits sont loin des niveaux records atteints au cours de la dernière période de forte croissance, mais ils ne sont pas près non plus des niveaux les plus bas qu'ils ont connus après la récession. Les changements soudains survenus aux États Unis dans le domaine de l'exploitation du schiste ont permis à ces derniers d'inonder le marché nord-américain avec du pétrole et du gaz bon marché. Même si le cartel de l'OPEP a essayé de limiter la croissance de la production (en vue de hausser les prix), le marché mondial demeure en surcapacité, ce qui permet de croire que les prix pourraient demeurer à ce niveau relativement bas.

À part les bas prix, l'adaptation aux changements climatiques est un autre important défi auquel l'industrie est confrontée. La crise climatique internationale a donné naissance à un engagement politique envers la décarbonisation, laquelle englobe des mesures comme la tarification du carbone, la réglementation relative à l'abandon progressif des sources d'énergie à forte intensité carbonique et une campagne en faveur de l'adoption de technologies à faibles émissions de carbone. La crise climatique a aussi provoqué un changement d'orientation dans la conscience politique et sociale, qui a donné lieu à une opposition importante aux nouveaux mégaprojets de développement énergétique (et aux infrastructures qui leur sont associées).

Comment pouvons-nous régler la situation?


Malheureusement, les tentatives visant à décarboniser l'économie canadienne n'ont pas été associées aux mesures qui permettraient d'alléger le fardeau du changement sur les travailleuses et travailleurs. Unifor croit que pour assurer un bon développement énergétique, il faut réunir, entre autres, les conditions suivantes :

un engagement à valoriser et à raffiner le pétrole au Canada; l'adoption de politiques énergétiques en matière de climat assignant des objectifs ambitieux (mais atteignables) en matière de réduction des émissions; la consultation des Premières Nations du Canada et leur entière coopération économique; une série de mesures favorisant une transition énergétique équitable.



unifor.org

Mai 2018

Conçu par:  JMD:SCP